

États financiers trimestriels de

**L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME
DE PENSIONS DU CANADA**

30 septembre 2013

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Bilan

Au 30 septembre 2013

(non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	<u>30 septembre 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>	<u>30 septembre 2012</u>
ACTIF			
Placements (note 3)	224 635 \$	208 971 \$	186 640 \$
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	1 897	2 580	1 184
Locaux et matériel	295	68	62
Autres actifs	44	28	30
TOTAL DE L'ACTIF	226 871	211 647	187 916
PASSIF			
Passifs liés aux placements (note 3)	32 594	24 301	15 893
Montants à payer au titre des opérations en cours	1 212	3 779	1 708
Créditeurs et charges à payer	221	303	212
TOTAL DU PASSIF	34 027	28 383	17 813
ACTIF NET	192 844 \$	183 264 \$	170 103 \$
L'ACTIF NET EST CONSTITUÉ DE CE QUI SUIT			
Capital-actions (note 5)	- \$	- \$	- \$
Bénéfice net accumulé provenant de l'exploitation	70 680	65 533	53 018
Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada (note 6)	122 164	117 731	117 085
ACTIF NET	192 844 \$	183 264 \$	170 103 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
État des résultats et du bénéfice net accumulé provenant de l'exploitation
 Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013
 (non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
REVENU DE PLACEMENT NET (note 7)	3 369	3 126	5 372	3 970
FRAIS D'EXPLOITATION				
Charges du personnel	57	81	140	161
Frais généraux	33	33	67	63
Honoraires de services professionnels	10	7	18	15
	100	121	225	239
BÉNÉFICE NET D'EXPLOITATION	3 269	3 005	5 147	3 731
BÉNÉFICE NET ACCUMULÉ PROVENANT DE L'EXPLOITATION AU DÉBUT	67 411	50 013	65 533	49 287
BÉNÉFICE NET ACCUMULÉ PROVENANT DE L'EXPLOITATION À LA FIN	70 680	53 018	70 680	53 018

État de l'évolution de l'actif net
 Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013
 (non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
ACTIF NET AU DÉBUT	188 938	165 779	183 264	161 636
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET				
Transferts touchant le Régime de pensions du Canada (note 6)				
Transferts du Régime de pensions du Canada	8 048	7 511	19 385	17 235
Transferts au Régime de pensions du Canada	(7 411)	(6 192)	(14 952)	(12 499)
Bénéfice net d'exploitation	3 269	3 005	5 147	3 731
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET POUR LA PÉRIODE	3 906	4 324	9 580	8 467
ACTIF NET À LA FIN	192 844	170 103	192 844	170 103

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

État du portefeuille

Au 30 septembre 2013

(non audité)

Les placements de l'Office sont regroupés par catégories d'actifs selon les caractéristiques de risque/rendement des stratégies de placement des portefeuilles sous-jacents. Les placements se présentent comme suit, avant la répartition des contrats dérivés, des titres du marché monétaire s'y rapportant et des autres sommes à recevoir sur les placements et passifs liés aux placements, entre les catégories d'actifs auxquelles ils se rapportent :

<i>(en millions de dollars)</i>	Juste valeur		
	30 septembre 2013	31 mars 2013	30 septembre 2012
ACTIONS (note 3a)			
Actions canadiennes			
Actions de sociétés ouvertes	5 558 \$	4 789 \$	5 788 \$
Actions de sociétés fermées	2 225	2 250	1 980
	7 783	7 039	7 768
Actions étrangères sur les marchés établis			
Actions de sociétés ouvertes	42 803	35 957	28 490
Actions de sociétés fermées	28 822	28 529	24 649
	71 625	64 486	53 139
Actions sur les marchés émergents			
Actions de sociétés ouvertes	8 151	8 525	8 687
Actions de sociétés fermées	2 092	1 788	1 496
	10 243	10 313	10 183
TOTAL DES ACTIONS	89 651	81 838	71 090
PLACEMENTS À REVENU FIXE (note 3b)			
Obligations	56 773	52 755	43 806
Autres titres de créance	11 210	10 215	9 255
Titres du marché monétaire	18 178	19 991	22 001
TOTAL DES PLACEMENTS À REVENU FIXE	86 161	82 961	75 062
STRATÉGIES DE RENDEMENT ABSOLU ¹ (note 3c)	10 041	9 028	8 009
ACTIFS RÉELS (note 3d)			
Biens immobiliers	24 001	21 840	19 848
Infrastructures	11 003	11 069	10 550
TOTAL DES ACTIFS RÉELS	35 004	32 909	30 398
SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS			
Titres acquis en vertu de conventions de revente (note 3e)	1 949	630	323
Intérêts courus	823	725	620
Sommes à recevoir sur les dérivés (note 3f)	887	742	1 028
Dividendes à recevoir	119	138	110
TOTAL DES SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS	3 778	2 235	2 081
TOTAL DES PLACEMENTS	224 635 \$	208 971 \$	186 640 \$
PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS			
Titres vendus en vertu de conventions de rachat (note 3e)	(9 014)	(2 180)	(630)
Titres vendus à découvert (note 3g)	(11 025)	(9 715)	(6 562)
Passifs liés au financement par emprunt (note 3h)	(9 421)	(9 543)	(6 038)
Dette sur les actifs réels (note 3d)	(2 164)	(1 918)	(1 894)
Passifs liés aux dérivés (note 3f)	(970)	(945)	(769)
TOTAL DES PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS	(32 594)	(24 301)	(15 893)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	1 897	2 580	1 184
Montants à payer au titre des opérations en cours	(1 212)	(3 779)	(1 708)
PLACEMENTS NETS	192 726 \$	183 471 \$	170 223 \$

¹ Comprend uniquement les placements dans des fonds.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

État de la répartition de l'actif

Au 30 septembre 2013

(non audité)

Le présent état de la répartition de l'actif présente les catégories d'actifs selon les caractéristiques de risque/rendement des stratégies de placement des portefeuilles sous-jacents. Les placements se présentent comme suit, après la répartition des contrats dérivés, des titres du marché monétaire s'y rapportant et des autres sommes à recevoir sur les placements et passifs liés aux placements, entre les catégories d'actifs auxquelles ils se rapportent :

<i>(en millions de dollars)</i>	30 septembre 2013		31 mars 2013		30 septembre 2012	
	Juste valeur	(%)	Juste valeur	(%)	Juste valeur	(%)
ACTIONS						
Actions canadiennes	16 223 \$	8,4 %	15 316 \$	8,4 %	14 683 \$	8,6 %
Actions étrangères sur les marchés établis	69 158	35,9	63 985	34,9	58 570	34,4
Actions sur les marchés émergents	12 140	6,3	12 356	6,7	11 350	6,7
	97 521	50,6	91 657	50,0	84 603	49,7
PLACEMENTS À REVENU FIXE						
Obligations	52 686	27,3	52 912	28,8	46 240	27,1
Autres titres de créance	9 434	4,9	8 640	4,7	8 345	4,9
Titres du marché monétaire ¹	9 546	5,0	8 725	4,8	8 503	5,0
Passifs liés au financement par emprunt	(9 421)	(4,9)	(9 543)	(5,2)	(6 038)	(3,5)
	62 245	32,3	60 734	33,1	57 050	33,5
ACTIFS RÉELS						
Biens immobiliers ²	21 995	11,4	19 922	10,8	17 954	10,6
Infrastructures ²	10 965	5,7	11 158	6,1	10 616	6,2
	32 960	17,1	31 080	16,9	28 570	16,8
PLACEMENTS NETS	192 726 \$	100 %	183 471 \$	100 %	170 223 \$	100 %

¹ Comprend les placements dans des fonds et les portefeuilles gérés à l'interne liés aux stratégies de rendement absolu, tel qu'il est décrit à la note 3c).

² Déduction faite de la dette sur les actifs réels, tel qu'il est décrit à la note 3d).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'Office) a été créé en décembre 1997 conformément à la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* (la *Loi*). Il s'agit d'une société d'État fédérale, dont toutes les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. L'Office a pour mission d'aider le Régime de pensions du Canada (le RPC) à s'acquitter de ses obligations envers les cotisants et les bénéficiaires aux termes de la loi intitulée *Régime de pensions du Canada*. Il est chargé de gérer les sommes qui lui sont transférées en application de l'article 108.1 du *Régime de pensions du Canada* dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires du RPC. En mars 1999, l'Office a reçu du RPC ses premiers fonds destinés à l'investissement. L'actif de l'Office doit être placé, conformément à la *Loi*, aux règlements et aux politiques en matière de placement, en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

L'Office est exempté de l'impôt prévu à la partie I en vertu des alinéas 149(1) d) et 149(1) d.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), puisque toutes les actions de l'Office appartiennent respectivement à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou à une société dont les actions appartiennent à Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

Les états financiers fournissent de l'information sur l'actif net géré par l'Office et ne comprennent pas le passif du RPC au titre des retraites. L'exercice de l'Office se clôture le 31 mars.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les PCGR) du Canada ainsi qu'aux exigences de la *Loi* et de son règlement d'application. Ces états financiers intermédiaires ont été établis d'après les conventions comptables et les méthodes de calcul utilisées pour les états financiers annuels au 31 mars 2013. L'information fournie dans ces états financiers intermédiaires n'est pas conforme à tous les égards aux exigences des PCGR applicables aux états financiers annuels. Ces états financiers intermédiaires doivent donc être lus en tenant compte des états financiers annuels établis au 31 mars 2013. Ces états financiers intermédiaires tiennent compte de tous les rajustements qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires pour une juste présentation des résultats de la période intermédiaire visée.

Ces états financiers intermédiaires reflètent la situation financière et les résultats des activités de l'Office. L'Office est considéré comme une société de placement conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité n° 18, *Sociétés de placement*, de l'Institut Canadien des Comptables Agréés et, par conséquent, l'Office déclare ses placements à la juste valeur.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de la période considérée.

b) Évaluation des placements, des sommes à recevoir sur les placements et des passifs liés aux placements

Les placements, les sommes à recevoir sur les placements et les passifs liés aux placements sont inscrits à la date de transaction et présentés à leur juste valeur. La juste valeur est une estimation du montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

Dans un marché actif, les cours du marché établis par une source indépendante constituent les éléments probants les plus fiables de la juste valeur. En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de données relatives aux dernières opérations boursières réalisées sans lien de dépendance, lorsque ces données sont accessibles, l'utilisation de la juste valeur actuelle d'un autre placement essentiellement semblable, l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, le recours à des modèles d'évaluation du prix et à d'autres méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur du placement.

La juste valeur est établie comme suit :

- i) La juste valeur des actions cotées en Bourse, y compris les positions vendeur sur actions, est fondée sur les cours du marché. Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles ou fiables, comme pour les titres qui ne sont pas suffisamment liquides, la juste valeur est déterminée à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur du placement.
- ii) La juste valeur des placements en fonds est généralement fondée sur la valeur liquidative communiquée par les gestionnaires externes des fonds ou sur d'autres méthodes d'évaluation reconnues du secteur du placement.
- iii) Les placements en actions de sociétés fermées et en infrastructures sont détenus directement ou au moyen de participations dans des sociétés en commandite. La juste valeur des placements détenus directement est établie à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues du secteur du placement. Ces méthodes se fondent sur des facteurs tels que les multiplicateurs d'autres sociétés comparables cotées en Bourse, la valeur actualisée des flux de trésorerie calculée à l'aide des taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables et les opérations avec des tiers, ou sur d'autres événements qui peuvent avoir une incidence sur la valeur des placements. Dans le cas des placements détenus par l'entremise de sociétés en commandite, la juste valeur est généralement établie d'après les renseignements pertinents communiqués par le commandité, à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues du secteur du placement semblables aux méthodes susmentionnées.
- iv) La juste valeur des obligations négociables est fondée sur les cours du marché. Lorsque le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.
- v) La juste valeur des obligations non négociables du gouvernement du Canada est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables, et ajustée pour tenir compte des clauses de renouvellement des obligations.
- vi) La juste valeur des placements directs dans des titres de créance privée et des titres adossés à des actifs est calculée au moyen des cours du marché ou des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur du placement, telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie fondée sur les taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

- vii) La juste valeur des placements dans la propriété intellectuelle et les droits de redevance est établie au moyen de méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur, telles que celles fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie calculée à l'aide des taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables, ou d'autres événements qui peuvent avoir une incidence sur la valeur des placements.
- viii) Les titres du marché monétaire sont comptabilisés au coût qui, avec les intérêts créditeurs courus, se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces titres.
- ix) La juste valeur des placements dans des biens immobiliers privés est établie à l'aide des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur immobilier, telles que celles fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie et les opérations d'achat et de vente comparables. La valeur de la dette sur les biens immobiliers privés est établie au moyen de la valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des taux de rendement actuels d'instruments ayant des caractéristiques semblables ou des méthodes d'évaluation reconnues dans le secteur.
- x) La juste valeur des dérivés négociés en Bourse, notamment les contrats à terme standardisés, les options et les bons de souscription, est fondée sur les cours du marché. La juste valeur des dérivés négociés hors Bourse, notamment les swaps, les options, les contrats à terme de gré à gré et les bons de souscription, est établie d'après les cours des instruments sous-jacents lorsqu'ils sont accessibles. Si ces données ne sont pas accessibles, la juste valeur est fondée sur d'autres méthodes d'évaluation reconnues du secteur du placement qui tiennent compte de données telles que le cours des actions et les indices boursiers, les cours des courtiers, la volatilité observée sur les marchés, les taux de change, les taux d'intérêt actuels du marché, les écarts de taux et d'autres facteurs d'établissement des prix fondés sur le marché. Lors du calcul de la juste valeur, le risque de liquidité et le risque de crédit sont également pris en compte.
- xi) Les passifs liés au financement par emprunt sont comptabilisés à leur montant initial, lequel, avec les intérêts débiteurs courus, s'approche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces passifs.

c) Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

Les titres acquis en vertu de conventions de revente consistent en un achat de titres assorti d'une convention de revente à un prix et à une date future déterminés et sont comptabilisés comme une somme à recevoir sur les placements. Ces titres ne sont pas considérés comme des placements de l'Office. La juste valeur des titres qui feront l'objet d'une revente en vertu de ces conventions de revente est surveillée et des garanties additionnelles sont obtenues, au besoin, à des fins de protection contre le risque de crédit (se reporter à la note 3i). En cas d'inexécution de la part d'une contrepartie, l'Office a le droit de liquider la garantie détenue.

Les titres vendus en vertu de conventions de rachat sont comptabilisés comme un emprunt garanti puisqu'ils consistent en une vente de titres assortie d'une convention de rachat à un prix et à une date future déterminés. Les titres vendus continuent d'être considérés comme des placements de l'Office et toute variation de la juste valeur est comptabilisée comme un gain net ou une perte nette sur les placements (se reporter à la note 7).

Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à l'état du portefeuille selon les montants auxquels les titres ont initialement été acquis ou vendus. Les intérêts gagnés dans le cadre des conventions de revente et les intérêts engagés dans le cadre des conventions de rachat sont comptabilisés dans le revenu de placement (se reporter à la note 7).

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

d) Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent des titres vendus, mais non détenus, par l'Office. L'Office a l'obligation de couvrir ces positions vendeur qui sont comptabilisées à titre de passif lié aux placements en fonction de la juste valeur des titres vendus. Au besoin, un bien est donné en garantie à la contrepartie (se reporter à la note 3i). La charge au titre des intérêts et des dividendes sur les titres vendus à découvert est prise en compte dans le revenu de placement (se reporter à la note 7).

e) Modification future de conventions comptables

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (le CNC) du Canada a confirmé que les PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation d'information du public seront remplacés par les Normes internationales d'information financière (les IFRS) pour les exercices et les périodes intermédiaires ouverts à compter du 1^{er} avril 2011. Le CNC a, par la suite, reporté de trois ans la date d'adoption obligatoire des IFRS par les sociétés de placement au Canada.

Le report de trois ans a permis à l'International Accounting Standards Board (l'IASB) de finaliser son projet sur la consolidation. Le 31 octobre 2012, le projet a été finalisé et l'IASB a publié des modifications à IFRS 10, *États financiers consolidés*, en vertu desquelles les entités d'investissement au Canada, telles que l'Office, pourront continuer à évaluer toutes leurs participations à la juste valeur, y compris celles dans des entités contrôlées. L'Office prévoit adopter les IFRS le 1^{er} avril 2014.

L'Office a élaboré un plan de conversion qui devrait être mené à terme conformément à l'échéancier prévu. Les principales différences qui existent entre les PCGR du Canada existants et les IFRS actuellement en vigueur ont été déterminées. Cependant, étant donné que les IFRS continuent de changer, l'Office ne peut déterminer l'incidence définitive que ces différences pourraient avoir sur ses activités, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation. L'Office continue de surveiller les faits nouveaux et les modifications en matière d'IFRS.

2. ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR

a) Ci-après sont présentés les placements et les passifs liés aux placements comptabilisés à la juste valeur en fonction de l'analyse des données utilisées lors de leur évaluation, telles que :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1);
- les données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (données calculées à l'aide des prix) (niveau 2);
- les données qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché pour l'actif ou le passif (données non observables) (niveau 3).

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	Fondement de la détermination de la juste valeur			
	Au 30 septembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
PLACEMENTS				
ACTIONS				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	5 558 \$	- \$	- \$	5 558 \$
Actions de sociétés fermées	-	-	2 225	2 225
	5 558	-	2 225	7 783
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	39 364	3 399	40	42 803
Actions de sociétés fermées	372	-	28 450	28 822
	39 736	3 399	28 490	71 625
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	6 859	1 292	-	8 151
Actions de sociétés fermées	-	-	2 092	2 092
	6 859	1 292	2 092	10 243
TOTAL DES ACTIONS	52 153	4 691	32 807	89 651
PLACEMENTS À REVENU FIXE				
Obligations	34 097	22 676	-	56 773
Autres titres de créance	-	4 025	7 185	11 210
Titres du marché monétaire	-	18 178	-	18 178
TOTAL DES PLACEMENTS À REVENU FIXE	34 097	44 879	7 185	86 161
STRATÉGIES DE RENDEMENT ABSOLU	-	8 756	1 285	10 041
ACTIFS RÉELS				
Biens immobiliers	403	1 598	22 000	24 001
Infrastructures	212	157	10 634	11 003
TOTAL DES ACTIFS RÉELS	615	1 755	32 634	35 004
SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	-	1 949	-	1 949
Intérêts courus	-	823	-	823
Sommes à recevoir sur les dérivés	9	877	1	887
Dividendes à recevoir	-	119	-	119
TOTAL DES SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS	9	3 768	1	3 778
TOTAL DES PLACEMENTS	86 874 \$	63 849 \$	73 912 \$	224 635 \$
PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	(9 014)	-	(9 014)
Titres vendus à découvert	(11 025)	-	-	(11 025)
Passifs liés au financement par emprunt	-	(9 421)	-	(9 421)
Dette sur les actifs réels	-	(2 164)	-	(2 164)
Passifs liés aux dérivés	(30)	(940)	-	(970)
TOTAL DES PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS	(11 055)	(21 539)	-	(32 594)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	-	1 897	-	1 897
Montants à payer au titre des opérations en cours	-	(1 212)	-	(1 212)
PLACEMENTS NETS	75 819 \$	42 995 \$	73 912 \$	192 726 \$

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	Fondement de la détermination de la juste valeur			
	Au 31 mars 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
PLACEMENTS				
ACTIONS				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	4 789 \$	- \$	- \$	4 789 \$
Actions de sociétés fermées	-	-	2 250	2 250
	4 789	-	2 250	7 039
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	33 282	2 675	-	35 957
Actions de sociétés fermées	602	92	27 835	28 529
	33 884	2 767	27 835	64 486
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	7 529	996	-	8 525
Actions de sociétés fermées	-	-	1 788	1 788
	7 529	996	1 788	10 313
TOTAL DES ACTIONS	46 202	3 763	31 873	81 838
PLACEMENTS À REVENU FIXE				
Obligations	28 639	24 116	-	52 755
Autres titres de créance	-	4 060	6 155	10 215
Titres du marché monétaire	-	19 991	-	19 991
TOTAL DES PLACEMENTS À REVENU FIXE	28 639	48 167	6 155	82 961
STRATÉGIES DE RENDEMENT ABSOLU	-	7 813	1 215	9 028
ACTIFS RÉELS				
Biens immobiliers	-	1 544	20 296	21 840
Infrastructures	199	-	10 870	11 069
TOTAL DES ACTIFS RÉELS	199	1 544	31 166	32 909
SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	-	630	-	630
Intérêts courus	-	725	-	725
Sommes à recevoir sur les dérivés	24	715	3	742
Dividendes à recevoir	-	138	-	138
TOTAL DES SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS	24	2 208	3	2 235
TOTAL DES PLACEMENTS	75 064 \$	63 495 \$	70 412 \$	208 971 \$
PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	(2 180)	-	(2 180)
Titres vendus à découvert	(9 715)	-	-	(9 715)
Passifs liés au financement par emprunt	-	(9 543)	-	(9 543)
Dette sur les actifs réels	-	(1 918)	-	(1 918)
Passifs liés aux dérivés	(9)	(936)	-	(945)
TOTAL DES PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS	(9 724)	(14 577)	-	(24 301)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	-	2 580	-	2 580
Montants à payer au titre des opérations en cours	-	(3 779)	-	(3 779)
PLACEMENTS NETS	65 340 \$	47 719 \$	70 412 \$	183 471 \$

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>	Fondement de la détermination de la juste valeur			
	Au 30 septembre 2012			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
PLACEMENTS				
ACTIONS				
Actions canadiennes				
Actions de sociétés ouvertes	5 788 \$	- \$	- \$	5 788 \$
Actions de sociétés fermées	-	-	1 980	1 980
	5 788	-	1 980	7 768
Actions étrangères sur les marchés établis				
Actions de sociétés ouvertes ¹	26 098	2 392	-	28 490
Actions de sociétés fermées	752	-	23 897	24 649
	26 850	2 392	23 897	53 139
Actions sur les marchés émergents				
Actions de sociétés ouvertes ¹	8 008	679	-	8 687
Actions de sociétés fermées	-	-	1 496	1 496
	8 008	679	1 496	10 183
TOTAL DES ACTIONS	40 646	3 071	27 373	71 090
PLACEMENTS À REVENU FIXE				
Obligations	19 809	23 997	-	43 806
Autres titres de créance	-	4 412	4 843	9 255
Titres du marché monétaire	-	22 001	-	22 001
TOTAL DES PLACEMENTS À REVENU FIXE	19 809	50 410	4 843	75 062
STRATÉGIES DE RENDEMENT ABSOLU	-	6 892	1 117	8 009
ACTIFS RÉELS				
Biens immobiliers	-	1 530	18 318	19 848
Infrastructures	163	-	10 387	10 550
TOTAL DES ACTIFS RÉELS	163	1 530	28 705	30 398
SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS				
Titres acquis en vertu de conventions de revente	-	323	-	323
Intérêts courus	-	620	-	620
Sommes à recevoir sur les dérivés	102	903	23	1 028
Dividendes à recevoir	-	110	-	110
TOTAL DES SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS	102	1 956	23	2 081
TOTAL DES PLACEMENTS	60 720 \$	63 859 \$	62 061 \$	186 640 \$
PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	(630)	-	(630)
Titres vendus à découvert	(6 562)	-	-	(6 562)
Passifs liés au financement par emprunt	-	(6 038)	-	(6 038)
Dette sur les actifs réels	-	(1 894)	-	(1 894)
Passifs liés aux dérivés	(60)	(709)	-	(769)
TOTAL DES PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS	(6 622)	(9 271)	-	(15 893)
Montants à recevoir au titre des opérations en cours	-	1 184	-	1 184
Montants à payer au titre des opérations en cours	-	(1 708)	-	(1 708)
PLACEMENTS NETS	54 098 \$	54 064 \$	62 061 \$	170 223 \$

¹ Comprend les placements dans des fonds.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

b) Transferts entre les niveaux 1 et 2

Aucun transfert important n'a été effectué entre les niveaux 1 et 2 au cours du semestre clos le 30 septembre 2013.

c) Rapprochement des justes valeurs classées au niveau 3

Les tableaux ci-après présentent un rapprochement de la juste valeur des placements classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur pour le semestre clos le 30 septembre 2013.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2013								Variation des gains (pertes) non réalisé(e)s sur les placements toujours détenus au 30 septembre 2013 ^{1,4}
(en millions de dollars)	Juste valeur au 1 ^{er} avril 2013	Gain (perte) inclus(e) dans le revenu de placement net ¹	Achats	Ventes ²	Transferts au niveau 3 ³	Transferts hors du niveau 3 ³	Juste valeur au 30 septembre 2013	
PLACEMENTS								
ACTIONS								
Actions canadiennes								
Actions de sociétés fermées	2 250 \$	89 \$	91 \$	(205) \$	- \$	- \$	2 225 \$	(47) \$
	2 250	89	91	(205)	-	-	2 225	(47)
Actions étrangères sur les marchés établis								
Actions de sociétés ouvertes	-	(1)	41	-	-	-	40	(1)
Actions de sociétés fermées	27 835	1 884	1 549	(2 818)	-	-	28 450	1 053
	27 835	1 883	1 590	(2 818)	-	-	28 490	1 052
Actions sur les marchés émergents								
Actions de sociétés fermées	1 788	128	291	(115)	-	-	2 092	61
	1 788	128	291	(115)	-	-	2 092	61
TOTAL DES ACTIONS	31 873	2 100	1 972	(3 138)	-	-	32 807	1 066
PLACEMENTS À REVENU FIXE								
Autres titres de créance	6 155	49	2 023	(1 091)	49	-	7 185	(14)
TOTAL DES PLACEMENTS À REVENU FIXE	6 155	49	2 023	(1 091)	49	-	7 185	(14)
STRATÉGIES DE RENDEMENT ABSOLU	1 215	58	13	(1)	-	-	1 285	58
ACTIFS RÉELS								
Biens immobiliers	20 296	622	2 209	(1 127)	-	-	22 000	557
Infrastructures	10 870	(61)	32	(207)	-	-	10 634	(101)
TOTAL DES ACTIFS RÉELS	31 166	561	2 241	(1 334)	-	-	32 634	456
SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS								
Sommés à recevoir sur les dérivés	3	(2)	-	-	-	-	1	(2)
TOTAL DES SOMMES À RECEVOIR SUR LES PLACEMENTS	3	(2)	-	-	-	-	1	(2)
TOTAL	70 412 \$	2 766 \$	6 249 \$	(5 564) \$	49 \$	- \$	73 912 \$	1 564 \$

¹ Présenté à titre de gain net (perte nette) sur les placements (se reporter à la note 7).

² Comprend le remboursement du capital.

³ Les transferts au niveau 3 et hors du niveau 3 sont présumés avoir été effectués selon les valeurs de la fin de la période.

⁴ Comprend la variation totale de la juste valeur des placements ayant été transférés au niveau 3 au cours de la période, et exclut la variation totale de la juste valeur des placements transférés hors du niveau 3 au cours de la période.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2013, le transfert au niveau 3 est principalement attribuable à des changements dans la disponibilité des données observables sur le marché utilisées dans la détermination de la juste valeur.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

3. PLACEMENTS ET PASSIFS LIÉS AUX PLACEMENTS

L'Office gère différents types de placements et de passifs liés aux placements :

a) Actions

i) Les placements en actions de sociétés ouvertes sont effectués directement ou par l'intermédiaire de fonds. Au 30 septembre 2013, les actions de sociétés ouvertes comprenaient des placements dans des fonds d'une juste valeur de 4 667 millions de dollars (3 657 millions de dollars au 31 mars 2013; 3 071 millions de dollars au 30 septembre 2012).

ii) Les placements en actions de sociétés fermées sont généralement effectués directement ou au moyen de participations dans des sociétés en commandite pour une durée type de 10 ans. Les placements en actions de sociétés fermées constituent des participations ou des placements présentant les caractéristiques de risque et de rendement propres aux actions. Au 30 septembre 2013, les actions de sociétés fermées comprenaient des placements directs d'une juste valeur de 9 350 millions de dollars (9 803 millions de dollars au 31 mars 2013; 7 345 millions de dollars au 30 septembre 2012).

b) Placements à revenu fixe

i) Les obligations consistent en des obligations non négociables et en des obligations négociables.

Les obligations non négociables émises par les provinces avant 1998 sont assorties, en vertu de la *Loi*, d'une clause de renouvellement qui permet à leurs émetteurs de renouveler, à leur gré, les obligations arrivées à échéance pour une durée supplémentaire de 20 ans, à un taux fondé sur les taux d'intérêt d'emprunt en vigueur sur les marchés financiers dans la province au moment du renouvellement. Les obligations non négociables sont également rachetables au gré des émetteurs avant leur échéance.

Plutôt que d'exercer le droit de renouvellement prévu par la *Loi* décrit au paragraphe précédent, l'Office a conclu des ententes avec les provinces, selon lesquelles celles-ci peuvent rembourser leurs obligations et faire en sorte que l'Office achète simultanément une ou plusieurs obligations de remplacement dont le capital ne dépasse pas celui du titre arrivé à échéance et dont la durée est d'au moins cinq ans et d'au plus 30 ans. Ces obligations de remplacement sont assorties d'une clause de renouvellement qui permet à l'émetteur de renouveler, à son gré, l'obligation pour des durées successives d'au moins cinq ans, sous réserve dans tous les cas d'un maximum de 30 ans après la date d'échéance. Les obligations de remplacement sont également rachetables au gré des émetteurs avant leur échéance.

Les échéances des obligations non négociables et négociables, compte non tenu de toute option de renouvellement ou des intérêts courus, s'établissaient comme suit au 30 septembre 2013 :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2013					Au 30 septembre 2012			
	Échéances					Rendement effectif moyen	Total	Rendement effectif moyen	
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total				
Obligations non négociables									
Gouvernements provinciaux canadiens	213 \$	1 144 \$	7 381 \$	13 938 \$	22 676 \$	3,7 %	23 997 \$	3,3 %	
Obligations négociables									
Gouvernement du Canada	-	9 538	1 762	1 839	13 139	2,4	6 287	1,9	
Gouvernements provinciaux canadiens	-	2 485	4 453	5 203	12 141	3,7	6 640	3,0	
Sociétés d'État canadiennes	-	3 012	1 499	486	4 997	2,8	4 638	2,2	
Gouvernements étrangers	-	1 354	51	143	1 548	1,9	-	-	
Obligations de sociétés	100	1 326	720	126	2 272	3,3	1 183	2,7	
Obligations indexées sur l'inflation	-	-	-	-	-	-	1 061	0,2	
Total	313 \$	18 859 \$	15 866 \$	21 735 \$	56 773 \$	3,5 %	43 806 \$	2,9 %	

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

- ii) Les autres titres de créance consistent en des placements directs dans des titres de créance privée et des titres adossés à des actifs, en des placements dans la propriété intellectuelle et des droits de redevance, ainsi qu'en des placements dans des fonds de titres de créance privés et des fonds de placements hypothécaires en difficulté. Les échéances des placements directs dans des titres de créance privée et des titres adossés à des actifs s'établissaient comme suit au 30 septembre 2013 :

	Au 30 septembre 2013					Au 30 septembre 2012		
	Échéances							
(en millions de dollars)	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Rendement effectif moyen	Total	Rendement effectif moyen
Titres de créance privée								
Placements privés								
Prêts adossés	- \$	1 264 \$	600 \$	- \$	1 864 \$	10,5 %	2 410 \$	8,4 %
Titres de créance à rendement élevé	40	537	1 041	-	1 618	9,4	1 395	9,8
Biens immobiliers								
Financement mezzanine	-	860	225	388	1 473	6,0	883	6,2
Titres adossés à des actifs	-	130	1 418	328	1 876	0,8	1 032	1,2
Total	40 \$	2 791 \$	3 284 \$	716 \$	6 831 \$	6,6 %	5 720 \$	7,1 %

c) Stratégies de rendement absolu

Les stratégies de rendement absolu consistent en des placements dans des fonds et des portefeuilles gérés à l'interne qui ont pour objectif de générer des rendements positifs indépendamment de la conjoncture du marché, c'est-à-dire des rendements pour lesquels il existe une faible corrélation avec les indices globaux du marché. Les titres sous-jacents des fonds et des portefeuilles gérés à l'interne peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des actions, des titres à revenu fixe et des dérivés.

d) Actifs réels

- i) L'Office investit dans l'immobilier au moyen de placements directs dans des biens immobiliers privés, des fonds de placements immobiliers et des titres négociés sur le marché.

Les placements dans les biens immobiliers privés sont gérés pour le compte de l'Office par des gestionnaires de placements, principalement dans le cadre d'arrangements de copropriété. Au 30 septembre 2013, ces placements comprenaient des actifs de 24 001 millions de dollars (21 840 millions de dollars au 31 mars 2013; 19 848 millions de dollars au 30 septembre 2012) et une dette garantie de 2 006 millions de dollars (1 918 millions de dollars au 31 mars 2013; 1 894 millions de dollars au 30 septembre 2012).

- ii) En général, les placements en infrastructures sont effectués directement, mais peuvent également être faits au moyen de participations dans des sociétés en commandite dont la durée type est de 10 ans. Au 30 septembre 2013, les placements en infrastructures comprenaient des placements directs d'une juste valeur de 10 831 millions de dollars (10 883 millions de dollars au 31 mars 2013; 10 264 millions de dollars au 30 septembre 2012) et une dette garantie de 158 millions de dollars (néant au 31 mars 2013; néant au 30 septembre 2012).

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

iii) Les échéances des remboursements en capital non actualisés de la dette garantie sur les biens immobiliers privés et les infrastructures, au 30 septembre 2013, se présentaient comme suit :

	Au 30 septembre 2013					Au 30 septembre 2012				
	Échéances					Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré
(en millions de dollars)	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total					
Dette sur les actifs réels										
Biens immobiliers privés	156 \$	143 \$	1 617 \$	44 \$	1 960 \$	2 006 \$	4,8 %	1 842 \$	1 894 \$	4,9 %
Infrastructures	-	158	-	-	158	158	3,1	-	-	-
Total	156 \$	301 \$	1 617 \$	44 \$	2 118 \$	2 164 \$	4,7 %	1 842 \$	1 894 \$	4,9 %

e) *Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat*

Les échéances des titres acquis en vertu de conventions de revente et des titres vendus en vertu de conventions de rachat au 30 septembre 2013 se présentaient comme suit :

	Au 30 septembre 2013				Au 30 septembre 2012		
	Échéances				Total	Rendement effectif moyen	Total
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	1 à 6 mois	7 mois à 1 an	Total			
Titres acquis en vertu de conventions de revente	1 949 \$	- \$	- \$	1 949 \$	0,2 %	323 \$	0,9 %

	Au 30 septembre 2013					Au 30 septembre 2012			
	Échéances					Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total	Juste valeur
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	1 à 6 mois	7 mois à 1 an	Total					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	9 014	- \$	- \$	9 014 \$	9 014 \$	1,0 %	630 \$	630 \$	1,0 %

f) *Contrats dérivés*

Un contrat dérivé est un contrat financier dont la valeur est fonction de celle des actifs, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change ou des autres données du marché sous-jacents. Les dérivés sont négociés sur des Bourses réglementées ou hors Bourse.

Les montants nominaux des contrats dérivés représentent les montants contractuels auxquels un taux ou un cours est appliqué pour le calcul des flux de trésorerie à échanger. Les montants nominaux servent à déterminer les gains et les pertes, ainsi que la juste valeur des contrats. Ils ne sont pas comptabilisés comme des actifs ni des passifs dans le bilan. Les montants nominaux ne représentent pas nécessairement le montant du risque de marché ou le montant du risque de crédit qui pourrait découler d'un contrat dérivé.

La juste valeur de ces contrats est comptabilisée au titre des sommes à recevoir sur les dérivés et des passifs liés aux dérivés de l'état du portefeuille. Dans l'état de la répartition de l'actif, les contrats dérivés sont répartis entre les catégories d'actifs auxquelles ils se rapportent.

L'Office a recours à des dérivés pour générer des rendements à valeur ajoutée et gérer ou ajuster l'exposition aux risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et à d'autres risques de marché sans qu'il soit nécessaire d'acheter ou de vendre directement l'instrument sous-jacent.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

i) L'Office utilise les types de produits dérivés suivants :

Contrats à terme standardisés et contrats à terme de gré à gré

Les contrats à terme standardisés sont des contrats standardisés négociés en Bourse, tandis que les contrats à terme de gré à gré sont des contrats négociés hors Bourse selon des modalités convenues entre les contreparties. Les contrats à terme standardisés peuvent être réglés au moyen d'un montant en espèces ou exiger la livraison physique de l'actif sous-jacent.

Voici des exemples de contrats à terme standardisés et de contrats à terme de gré à gré :

Les contrats à terme standardisés sur actions sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre une quantité précise de titres d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou encore d'une action particulière à un prix et à une date ultérieure prédéterminés.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des obligations contractuelles négociées entre deux contreparties, qui visent l'achat ou la vente d'une quantité précise de devises à un prix et à une date ultérieure prédéterminés.

Les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, y compris les contrats à terme standardisés sur obligations, sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre une quantité précise d'instruments financiers ou de titres d'un indice sensibles aux taux d'intérêt, à un prix et à une date ultérieure prédéterminés.

Les contrats à terme standardisés sur marchandises sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre une quantité précise de marchandises, comme les métaux précieux ou les produits liés à l'énergie, à un prix et à une date ultérieure prédéterminés.

Swaps

Les swaps sont des contrats négociés hors Bourse aux termes desquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie.

Voici des exemples de swaps :

Les swaps fondés sur des actions comprennent les swaps sur actions et les swaps de variance. Les swaps sur actions sont des contrats en vertu desquels une contrepartie accepte de verser ou de recevoir des flux de trésorerie fondés sur les variations de la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'une action particulière en échange d'un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou du rendement d'un autre instrument. Les swaps de variance sont des contrats qui visent l'échange de flux de trésorerie selon l'écart réalisé entre la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'une action particulière et le prix d'exercice déterminé dans le contrat.

Les swaps liés aux taux d'intérêt comprennent les swaps sur obligations, les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises. Les swaps sur obligations sont des contrats en vertu desquels les contreparties échangent le rendement d'une obligation ou d'un groupe de ces instruments contre un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'un autre instrument.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats en vertu desquels les contreparties échangent des flux de trésorerie dans une seule devise en fonction de différents taux d'intérêt appliqués à un montant nominal, et ce montant nominal ne fait pas l'objet de l'échange. Les swaps de devises comprennent l'échange des intérêts et du montant nominal dans deux devises différentes.

Les swaps sur défaillance sont des contrats qui fournissent une protection de crédit contre un incident de crédit précis, tel qu'un manquement à une obligation ou une faillite, lié à l'instrument financier sous-jacent

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

(actif référencé). L'acheteur verse une prime au vendeur en contrepartie d'un paiement, en fonction de l'incident de crédit touchant l'actif référencé.

L'Office achète et vend des swaps sur défaillance. Aux termes des swaps sur défaillance, le vendeur est tenu d'indemniser les contreparties en cas de baisse de valeur d'un instrument financier sous-jacent (actif référencé) par suite d'un incident de crédit précis. La valeur nominale correspond au montant maximal à payer aux contreparties aux termes des contrats de swap sur défaillance vendu.

Options et bons de souscription

Les options sont des ententes contractuelles aux termes desquelles le vendeur donne à l'acheteur le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre, à une date déterminée ou avant cette date, une quantité précise d'un titre de capitaux propres, d'une devise, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt, d'un instrument de crédit, d'une marchandise ou de tout autre instrument financier à un prix déterminé d'avance. L'acheteur paie une prime au vendeur en contrepartie de ce droit. Les options peuvent être négociées sur des Bourses réglementées selon des montants standardisés ou négociées hors Bourse selon des modalités convenues entre les contreparties.

L'Office achète et vend des options. Aux termes des options d'achat ou de vente, le vendeur peut être tenu, en tout temps, de vendre ou d'acheter l'actif sous-jacent à une date déterminée ou au cours d'une période future déterminée. En raison de la nature de ces contrats, l'Office ne peut faire une estimation raisonnable du montant maximal éventuel des paiements futurs.

Les bons de souscription sont négociés hors Bourse et en Bourse. En vertu de ces bons de souscription, l'émetteur donne à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter, à une date déterminée ou avant cette date, une quantité précise d'actions de l'émetteur à un prix déterminé d'avance.

Autres contrats dérivés

Les autres contrats dérivés comprennent les dérivés négociés hors Bourse aux termes desquels deux contreparties acceptent d'échanger des flux de trésorerie établis en fonction de la variation de la valeur d'une combinaison d'actions, de titres à revenu fixe ou de dérivés, en contrepartie d'un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable.

ii) Risques liés aux dérivés

Les principaux risques liés aux dérivés sont les suivants :

Risque de marché

La valeur positive ou négative générée par les dérivés est fonction de la variation de la valeur des actifs sous-jacents, de la fluctuation des indices, des taux d'intérêt, des taux de change ou de la variation d'autres facteurs liés au marché, selon que les modalités des dérivés conclus précédemment deviennent plus ou moins avantageuses par rapport à celles des contrats assortis de modalités semblables et d'une même durée résiduelle qui pourraient être négociés dans le contexte actuel du marché. Le potentiel d'augmentation ou de diminution de la valeur des dérivés attribuable aux facteurs susmentionnés est généralement appelé risque de marché.

Le risque de marché lié aux dérivés est une composante du risque de marché lié au portefeuille global, lequel est géré au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement, décrit à la note 8.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de subir une perte financière si une contrepartie fait défaut à ses obligations envers l'Office. L'exposition maximale au risque de crédit est représentée par la juste valeur positive de l'instrument dérivé et correspond habituellement à une petite fraction du montant nominal du contrat. Les dérivés négociés hors Bourse présentent en général un risque de crédit plus élevé que les contrats négociés en Bourse. Le risque de crédit lié aux contrats négociés en Bourse est restreint, car ces opérations sont exécutées dans des Bourses réglementées qui sont chacune associées à une chambre de compensation dotée de capitaux suffisants pour assumer l'obligation du vendeur d'un contrat et garantir son exécution.

L'Office limite le risque de crédit lié aux contrats négociés hors Bourse de plusieurs façons, notamment en négociant uniquement avec des contreparties autorisées qui répondent aux exigences minimales en matière de qualité de crédit et en limitant l'exposition maximale à une même contrepartie, ainsi que par l'utilisation de conventions-cadres de compensation et de garanties, comme il est mentionné à la note 8.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

iii) La juste valeur des contrats dérivés détenus s'établit comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 septembre 2013			Au 31 mars 2013	Au 30 septembre 2012
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur nette	Juste valeur nette	Juste valeur nette
Contrats sur actions					
Contrats à terme standardisés	2 \$	(24) \$	(22) \$	- \$	(33) \$
Swaps	442	(265)	177	47	176
Options :					
Négoiciées en Bourse – vendues	-	-	-	-	-
Négoiciées hors Bourse – vendues	-	-	-	-	10
Bons de souscription	2	-	2	18	91
	446	(289)	157	65	244
Contrats de change					
Contrats à terme de gré à gré	219	(304)	(85)	(130)	54
Options :					
Négoiciées hors Bourse – achetées	1	-	1	-	-
Négoiciées hors Bourse – vendues	-	-	-	-	-
	220	(304)	(84)	(130)	54
Contrats sur taux d'intérêt					
Contrats à terme standardisés	1	(2)	(1)	(1)	(2)
Swaps	147	(171)	(24)	(46)	(23)
Options :					
Négoiciées en Bourse – vendues	-	-	-	-	-
	148	(173)	(25)	(47)	(25)
Contrats de crédit					
Swaps sur défaillance achetés	15	(182)	(167)	(82)	(15)
Swaps sur défaillance vendus	108	(17)	91	71	27
Options :					
Négoiciées hors Bourse – achetées	-	-	-	-	-
Négoiciées hors Bourse – vendues	-	-	-	-	-
	123	(199)	(76)	(11)	12
Contrats sur marchandises					
Contrats à terme standardisés	5	(5)	-	2	2
	5	(5)	-	2	2
Autres contrats dérivés	-	-	-	-	-
Sous-total	942	(970)	(28)	(121)	287
Moins : garantie en espèces reçue en vertu de contrats dérivés	(55)	-	(55)	(82)	(28)
Total	887 \$	(970) \$	(83) \$	(203) \$	259 \$

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

iv) L'échéance des montants nominaux liés aux contrats dérivés au 30 septembre 2013 se détaille comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 septembre 2013				Total	Au	Au 30 septembre
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10 ans		31 mars 2013	2012
Contrats sur actions							
Contrats à terme standardisés	3 562 \$	- \$	- \$	- \$	3 562 \$	5 339 \$	11 866 \$
Swaps	26 250	7 849	2 349	-	36 448	34 460	31 760
Options :							
Négociées en Bourse – vendues	3	-	-	-	3	-	-
Négociées hors Bourse – vendues	-	-	-	-	-	-	984
Bons de souscription	344	60	-	-	404	400	498
	30 159	7 909	2 349	-	40 417	40 199	45 108
Contrats de change							
Contrats à terme de gré à gré	32 648	-	-	-	32 648	34 892	31 356
Options :							
Négociées hors Bourse – achetées	93	-	-	-	93	-	-
Négociées hors Bourse – vendues	51	-	-	-	51	-	-
	32 792	-	-	-	32 792	34 892	31 356
Contrats sur taux d'intérêt							
Contrats à terme standardisés	6 068	2 963	-	-	9 031	9 396	8 233
Swaps	3 865	10 251	3 880	656	18 652	37 639	23 492
Options :							
Négociées en Bourse – vendues	103	-	-	-	103	-	-
	10 036	13 214	3 880	656	27 786	47 035	31 725
Contrats de crédit							
Swaps sur défaillance achetés	672	5 599	465	-	6 736	4 855	3 619
Swaps sur défaillance vendus	601	4 709	576	-	5 886	4 556	3 274
Options :							
Négociées hors Bourse – achetées	463	-	-	-	463	305	-
Négociées hors Bourse – vendues	463	-	-	-	463	51	-
	2 199	10 308	1 041	-	13 548	9 767	6 893
Contrats sur marchandises							
Contrats à terme standardisés	812	30	-	-	842	776	1 056
	812	30	-	-	842	776	1 056
Autres contrats dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Total	75 998 \$	31 461 \$	7 270 \$	656 \$	115 385 \$	132 669 \$	116 138 \$

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

g) Titres vendus à découvert

Au 30 septembre 2013, des titres vendus à découvert d'un montant de 11 025 millions de dollars (9 715 millions de dollars au 31 mars 2013; 6 562 millions de dollars au 30 septembre 2012) sont considérés comme étant remboursables à moins de un an, selon la première période au cours de laquelle la contrepartie pourrait exiger un paiement sous certaines conditions.

h) Passifs liés au financement par emprunt

Au 30 septembre 2013, l'échéancier des remboursements de capital non actualisés relativement aux passifs liés au financement par emprunt se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2013					Au 30 septembre 2012				
	Échéances									
	Moins de 1 mois	1 à 6 mois	7 mois à 1 an	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	Total	Juste valeur	Taux d'intérêt moyen pondéré	
Papier commercial à payer	3 001 \$	6 235 \$	190 \$	9 426 \$	9 421 \$	0,3 %	6 043 \$	6 038 \$	0,6 %	

i) Garanties

Les opérations liées à des garanties sont réalisées selon les modalités habituelles des ententes de garantie. La juste valeur nette des actifs détenus et donnés en garantie se détaille comme suit :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Au 30 septembre 2012
Actifs détenus en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de revente ¹	1 947 \$	630 \$	320 \$
Opérations sur des dérivés négociés hors Bourse ¹	148	93	143
Autres titres de créance ¹	1 059	1 009	770
Actifs donnés en garantie au titre des éléments suivants :			
Conventions de rachat	(9 020)	(2 183)	(625)
Opérations sur des dérivés négociés hors Bourse	-	-	-
Titres vendus à découvert	(11 360)	(10 752)	(8 258)
Dette sur les biens immobiliers privés	(2 310)	(2 230)	(2 004)
Garanties (se reporter à la note 10)	-	(177)	(141)
Total	(19 536) \$	(13 610) \$	(9 795) \$

¹ Au 30 septembre 2013, la juste valeur des actifs détenus en garantie pouvant être vendus ou de nouveau donnés en garantie s'élève à 3 061 millions de dollars (1 651 millions de dollars au 31 mars 2013; 1 205 millions de dollars au 30 septembre 2012). Au 30 septembre 2013, la juste valeur des actifs vendus ou de nouveau donnés en garantie est de 1 947 millions de dollars (630 millions de dollars au 31 mars 2013; 320 millions de dollars au 30 septembre 2012).

4. FACILITÉS DE CRÉDIT

L'Office maintient des facilités de crédit non garanties de 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 mars 2013; 1,5 milliard de dollars au 30 septembre 2012) pour répondre à des besoins éventuels de liquidités. Au 30 septembre 2013, le montant total prélevé sur les facilités de crédit s'élève à néant (néant au 31 mars 2013; néant au 30 septembre 2012).

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

5. CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé et émis de l'Office correspond à un montant de 100 dollars divisé en 10 actions d'une valeur nominale de 10 dollars chacune. Ces actions sont détenues par Sa Majesté la Reine du chef du Canada.

6. TRANSFERTS TOUCHANT LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Conformément à l'article 108.1 du *Régime de pensions du Canada*, à la *Loi* et à un accord administratif entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et l'Office, les sommes dont le RPC n'a pas besoin pour s'acquitter de ses obligations particulières sont transférées chaque semaine à l'Office. Ces fonds proviennent des cotisations salariales et patronales au RPC.

L'Office assume également la responsabilité de fournir au RPC des services de gestion de la trésorerie qui prévoient notamment la restitution, au moins une fois par mois, des fonds nécessaires au paiement des charges et au versement des prestations du RPC.

Les transferts cumulatifs du RPC depuis sa création se présentent comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 30 septembre 2013	Au 31 mars 2013	Au 30 septembre 2012
Transferts cumulatifs du Régime de pensions du Canada	326 715 \$	307 330 \$	292 883 \$
Transferts cumulatifs au Régime de pensions du Canada	(204 551)	(189 599)	(175 798)
Transferts cumulatifs nets du Régime de pensions du Canada	122 164 \$	117 731 \$	117 085 \$

7. REVENU DE PLACEMENT NET

Le revenu de placement net est comptabilisé déduction faite des coûts de transaction et des frais de gestion des placements, et est regroupé par catégorie d'actifs selon les caractéristiques de risque/rendement des stratégies de placement des portefeuilles sous-jacents.

Le revenu de placement net, compte tenu des contrats dérivés, des sommes à recevoir sur les placements et des passifs liés aux placements, s'établit comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013					
	Revenu de placement ¹	Gain net (perte nette) sur les placements ²	Total du revenu (de la perte) de placement	Frais de gestion des placements	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	457 \$	2 788 \$	3 245 \$	(97) \$	(25) \$	3 123 \$
Placements à revenu fixe ³	71	(87)	(16)	(66)	(13)	(95)
Actifs réels	339	85	424	(49)	(34)	341
Total	867 \$	2 786 \$	3 653 \$	(212) \$	(72) \$	3 369 \$

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

<i>(en millions de dollars)</i>						
Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012						
	Revenu de placement ¹	Gain net (perte nette) sur les placements ²	Total du revenu de placement	Frais de gestion des placements	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	344 \$	1 729 \$	2 073 \$	(135) \$	(20) \$	1 918 \$
Placements à revenu fixe ³	545	787	1 332	(87)	(9)	1 236
Actifs réels	266	(256)	10	(18)	(20)	(28)
Total	1 155 \$	2 260 \$	3 415 \$	(240) \$	(49) \$	3 126 \$

<i>(en millions de dollars)</i>						
Pour le semestre clos le 30 septembre 2013						
	Revenu de placement ¹	Gain net (perte nette) sur les placements ²	Total du revenu (de la perte) de placement	Frais de gestion des placements	Coûts de transaction	Revenu (perte) de placement net(te)
Actions	930 \$	4 588 \$	5 518 \$	(180) \$	(36) \$	5 302 \$
Placements à revenu fixe ³	1 336	(2 103)	(767)	(184)	(23)	(974)
Actifs réels	707	454	1 161	(67)	(50)	1 044
Total	2 973 \$	2 939 \$	5 912 \$	(431) \$	(109) \$	5 372 \$

<i>(en millions de dollars)</i>						
Pour le semestre clos le 30 septembre 2012						
	Revenu de placement ¹	Gain net (perte nette) sur les placements ²	Total du revenu (de la perte) de placement	Frais de gestion des placements	Coûts de transaction	Revenu de placement net
Actions	767 \$	(274) \$	493 \$	(214) \$	(45) \$	234 \$
Placements à revenu fixe ³	1 295	2 181	3 476	(131)	(18)	3 327
Actifs réels	595	(118)	477	(35)	(33)	409
Total	2 657 \$	1 789 \$	4 446 \$	(380) \$	(96) \$	3 970 \$

¹ Comprend les intérêts créditeurs, les dividendes, le bénéfice d'exploitation provenant des biens immobiliers privés (déduction faite des intérêts débiteurs), les intérêts débiteurs sur les passifs liés au financement par emprunt, ainsi que les autres produits et charges liés aux placements.

² Comprend les gains et les pertes réalisés sur les placements, ainsi que les gains et les pertes non réalisés sur les placements détenus à la fin de la période.

³ Comprend les stratégies de rendement absolu, lesquelles consistent en des placements dans des fonds et des portefeuilles gérés à l'interne.

8. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX PLACEMENTS

L'Office est exposé à différents risques financiers en raison de ses activités de placement. Ces risques comprennent le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. L'Office gère et atténue les risques financiers au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement qui est inclus dans les politiques en matière de placement et approuvé par le conseil d'administration au moins une fois par exercice. Ce cadre contient des dispositions relatives aux limites et à la gestion du risque qui régissent les décisions de placement. Il a été conçu pour permettre à l'Office de remplir son mandat, lequel consiste à investir ses actifs en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du RPC ainsi que sur sa capacité de s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

Le cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement comprend une limite en matière de risque de gestion active qui correspond au risque de placement maximal que peut assumer l'Office par rapport au portefeuille de référence du RPC. Le portefeuille de référence du RPC est approuvé par le conseil d'administration et constitue un point de référence pour évaluer le rendement des activités à valeur

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

ajoutée de l'Office. Il représente un modèle stratégique à faible coût pour le portefeuille du RPC. L'objectif de l'Office est de fournir des rendements à valeur ajoutée supérieurs à ceux qui seraient générés par le portefeuille de référence du RPC. L'Office surveille quotidiennement le risque de gestion active du portefeuille du RPC et rend compte de l'exposition au risque de gestion active au conseil d'administration au moins une fois par trimestre. La gestion des risques financiers est expliquée plus en détail à la page 28 de la section intitulée « Cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement » du rapport de gestion figurant au rapport annuel de 2013.

a) Risque de marché : Le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt et les autres risques de prix) est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent par suite de variations des prix et des taux du marché. Tel qu'il a été expliqué précédemment, l'Office gère le risque de marché au moyen du cadre redditionnel en ce qui a trait au risque et au rendement, lequel prescrit l'investissement dans un large éventail de catégories d'actifs et l'application de stratégies de placement visant à réaliser une prime de risque diversifiée sur l'ensemble de la caisse, en fonction des limites relatives établies dans les politiques de placement. En outre, les dérivés sont utilisés, lorsqu'il y a lieu, pour gérer certaines expositions au risque de marché.

Le risque de marché est composé des risques suivants :

Risque de change : L'Office est exposé au risque de change, puisqu'il détient des placements ou des passifs liés aux placements libellés en diverses devises. Les fluctuations de la valeur relative des devises par rapport au dollar canadien peuvent avoir des effets favorables ou défavorables sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs de ces placements et de ces passifs liés aux placements.

Exprimée en dollars canadiens, l'exposition nette au risque de change sous-jacent, compte tenu de la répartition des contrats dérivés de change, s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2013		Au 31 mars 2013		Au 30 septembre 2012	
Devises	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total	Exposition nette	% du total
Dollar américain	65 794 \$	55 %	62 098 \$	57 %	57 791 \$	57 %
Euro	17 323	15	14 985	14	14 252	14
Livre sterling	9 503	8	8 184	8	8 392	8
Yen japonais	7 274	6	5 330	5	4 511	5
Dollar australien	5 352	5	5 671	5	4 857	5
Dollar de Hong Kong	2 417	2	2 581	2	2 509	2
Peso chilien	1 157	1	1 206	1	1 110	1
Franc suisse	1 095	1	1 251	1	729	1
Real brésilien	1 069	1	854	1	556	1
Autres	7 122	6	6 733	6	6 657	6
Total	118 106 \$	100 %	108 893 \$	100 %	101 364 \$	100 %

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement ou d'un passif lié aux placements fluctuent en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'Office est exposé au risque de taux d'intérêt principalement en raison de ses placements dans des titres à revenu fixe, de certains passifs liés aux placements et des instruments dérivés de taux d'intérêt.

Autres risques de prix : Les autres risques de prix correspondent au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un placement fluctuent par suite de variations des prix du marché découlant principalement du risque actions, du risque marchandises et du risque d'écart de taux, que celles-ci

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché.

De plus, l'Office est indirectement exposé au risque de marché découlant des titres sous-jacents aux placements dans des fonds.

Valeur à risque

L'Office utilise la méthode de la valeur à risque pour surveiller l'exposition au risque de marché et au risque de crédit (se reporter à la note 8b) du portefeuille du RPC. La méthode de la valeur à risque est une technique statistique utilisée pour estimer la perte de valeur éventuelle d'un placement qui pourrait découler des fluctuations des taux et des prix du marché au cours d'une période donnée et selon un niveau de confiance déterminé.

La valeur à risque est valide dans des conditions de marché normales et le calcul de celle-ci n'intègre pas précisément les pertes découlant d'événements exceptionnels sur le marché. Elle suppose également que les données passées du marché constituent une base solide pour l'estimation des éventuelles pertes futures. Si les conditions futures du marché et les relations entre les taux d'intérêt, les taux de change et les autres prix du marché différaient de façon importante de celles observées par le passé, les pertes réelles pourraient sensiblement différer des pertes estimatives. L'estimation fournie par la méthode de la valeur à risque correspond à une seule valeur issue d'une distribution de pertes éventuelles que pourrait subir le portefeuille du RPC. Il ne s'agit pas d'une estimation du pire scénario possible.

La valeur à risque du marché calculée par l'Office est estimée au moyen d'une méthode de simulation historique, qui suppose un niveau de confiance de 90 pour cent et une période de détention de un an. Les hypothèses importantes utilisées dans le cadre de cette méthode ont trait à l'intégration de données relatives aux rendements hebdomadaires du marché des 10 dernières années, ainsi qu'à l'utilisation de données du marché public pour représenter les rendements sur les placements évalués au moyen de données fondées sur des données non observables sur le marché (p. ex. ceux des biens immobiliers privés et des actions de sociétés fermées), les deux constituant des mesures raisonnables pour estimer l'apport à la valeur à risque.

La valeur à risque du crédit est estimée au moyen de la méthode de simulation de Monte Carlo, selon laquelle un nombre suffisant de scénarios sont élaborés pour simuler des incidences de crédit à faible probabilité sur un horizon de placement de un an. Les hypothèses importantes prises en compte dans cette méthode comprennent l'utilisation d'indices du marché en vue d'établir des corrélations entre les manquements aux obligations et les révisions à la baisse du risque de crédit, ainsi que l'utilisation de taux empiriques de défaillance et de transition des notations.

Afin d'obtenir une estimation du risque de gestion active total, la valeur à risque du marché et la valeur à risque du crédit sont estimées en fonction du même niveau de confiance et sont combinées en utilisant un facteur de corrélation approprié et approuvé par le comité de planification des placements.

L'Office surveille le risque de gestion active du portefeuille du RPC par rapport à celui du portefeuille de référence du RPC. Le risque de gestion active est exprimé au moyen de la valeur à risque à un niveau de confiance de 90 pour cent, selon laquelle il est probable qu'au cours d'un exercice sur 10, le portefeuille subisse des pertes correspondant au moins aux montants suivants :

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2013		Au 31 mars 2013		Au 30 septembre 2012	
	Valeur à risque	% du portefeuille du RPC ¹	Valeur à risque	% du portefeuille du RPC ¹	Valeur à risque	% du portefeuille du RPC ¹
Portefeuille de référence du RPC	17 255 \$	9,0 %	16 082 \$	8,8 %	15 790 \$	9,4 %
Portefeuille du RPC ²	20 140 \$	10,5 %	18 467 \$	10,1 %	17 641 \$	10,5 %
Risque de gestion active total du portefeuille du RPC ^{3,4}	4 228 \$	2,2 %	4 048 \$	2,2 %	3 840 \$	2,3 %
Risque de marché découlant de la gestion active du portefeuille du RPC ⁴	4 121 \$	2,2 %	3 920 \$	2,1 %	3 677 \$	2,2 %
Risque du crédit découlant de la gestion active du portefeuille du RPC ⁴	429 \$	0,2 %	494 \$	0,3 %	593 \$	0,4 %

¹ Exclut certains actifs pour lesquels l'exposition au risque de marché n'est pas surveillée au moyen de la méthode de la valeur à risque, tels que les actifs du portefeuille de liquidités affectées aux prestations, qui constitue un programme de gestion distincte des liquidités à court terme conçu pour faciliter le versement des prestations mensuelles au titre du RPC.

² La valeur à risque du portefeuille du RPC est inférieure à la somme de la valeur à risque du portefeuille de référence du RPC et du risque de marché découlant de la gestion active du portefeuille du RPC en raison de l'incidence positive de la diversification du risque.

³ Le risque de marché et le risque de crédit sont combinés en supposant une corrélation positive dans les conditions normales du marché.

⁴ Le risque de gestion active correspond à une estimation du risque auquel le portefeuille est exposé par rapport au portefeuille de référence.

b) Risque de crédit : Le risque de crédit correspond au risque de perte financière découlant du manquement d'une contrepartie à ses obligations contractuelles ou d'une réduction de la valeur des actifs en raison d'une baisse de la qualité de crédit de l'emprunteur, de la contrepartie, de la caution ou de l'actif (garantie) soutenant l'exposition au crédit. La plus importante exposition au risque de crédit de l'Office découle de ses placements en titres de créance et en dérivés négociés hors Bourse (tel qu'il est expliqué à la note 3f). La valeur comptable de ces placements présentée à l'état du portefeuille représente le risque de crédit maximal à la date du bilan.

Le comité des instruments de crédit, lequel relève du comité de planification des placements et est présidé par le chef de l'exploitation, s'assure que les risques de crédit et l'exposition au risque de crédit sont repérés, évalués et surveillés sur une base régulière, indépendamment des services de placement, et qu'ils sont communiqués au moins une fois par mois au comité de planification des placements et au moins une fois par trimestre au conseil d'administration. Présidé par le stratège en chef des placements, le comité de planification des placements est responsable de surveiller et de gérer l'exposition au risque stratégique de l'ensemble du portefeuille et de donner une orientation stratégique aux services de placement. Le comité des instruments de crédit se préoccupe avant tout de surveiller l'évolution de la politique de crédit et les recommandations faites au comité de planification des placements relativement au processus de contrôle des risques, ce qui englobe le cadre relatif à la limite d'exposition au risque de crédit, les contrôles relatifs aux contreparties du secteur des institutions financières, les méthodes internes d'évaluation du crédit et les mesures du risque de crédit. Le comité des instruments de crédit est également responsable de surveiller l'analyse des risques émergents qui pourraient ne pas avoir été repérés adéquatement par les modèles actuels de risque de crédit ou par les calculs de l'exposition au risque de crédit. Ces risques comprennent le risque de corrélation, le risque de marché lié aux fluctuations des écarts de taux ainsi que le risque de financement et de liquidité, du point de vue du crédit. L'évaluation du risque de crédit et la présentation de rapports, à l'égard de celui-ci, sont effectuées par des gestionnaires du risque chevronnés au sein du groupe Risque de placement. Le groupe Risque de placement contrôle les limites d'exposition approuvées par le conseil, effectue une analyse détaillée de l'exposition aux risques découlant d'un placement ou d'un secteur particulier et surveille le risque de crédit inhérent à certains placements dans des fonds. La valeur à risque du crédit est la mesure commune du risque de crédit dans toutes les stratégies de placement. Le groupe Risque de placement travaille en étroite collaboration avec les services de placement pour fournir une évaluation des risques de crédit liés aux opérations importantes. Des

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

rapports détaillés sur l'exposition au risque de crédit sont fournis sur une base hebdomadaire à la direction, sur une base mensuelle aux membres du comité de planification des placements et sur une base régulière au comité des instruments de crédit.

L'Office gère le risque de crédit en fixant des limites d'exposition au risque de crédit global à l'intérieur de certaines catégories définies, notamment les notations, les secteurs géographiques et le type d'institutions. Le conseil d'administration approuve les limites d'exposition au risque de crédit au moins une fois par exercice. Une notation est attribuée aux contreparties selon celle qui a été établie au moyen d'un processus interne d'évaluation du crédit ou par des agences de notation reconnues, le cas échéant. L'exposition au risque de crédit relatif à une même contrepartie est limitée à un montant maximal qui est précisé dans les politiques de placement. Afin de réduire le risque de concentration découlant de l'exposition aux contreparties du secteur des institutions financières, le comité de planification des placements a également établi des limites secondaires quant à l'exposition à une même contrepartie de ce secteur, qui se situent à l'intérieur des limites d'exposition au risque de crédit. Le groupe Risque de placement évalue et surveille quotidiennement l'exposition au risque de crédit afin de s'assurer que les limites d'exposition au risque de crédit approuvées sont respectées. Il présente également des rapports au comité de planification des placements sur une base mensuelle, ou plus fréquemment au besoin, et sur une base régulière au comité des instruments de crédit.

La juste valeur des titres de créance et des dérivés négociés hors Bourse faisant l'objet d'une exposition au risque de crédit, par catégorie de notation et compte non tenu de toute garantie détenue ou autres améliorations du crédit, se détaille comme suit :

		Au 30 septembre 2013				Au 31 mars 2013	Au 30 septembre 2012		
<i>(en millions de dollars)</i>		Titres du marché monétaire ¹	Conventions de revente ¹	Dérivés négociés hors Bourse	Autres ^{1,2}	Total	% du total	Total	Total
Notation	Obligations ¹								
AAA	27 373	\$ 20	\$ -	\$ -	1 040	\$ 28 433	\$ 34 %	26 770	\$ 19 718
AA	17 751	2 909	20	44	580	21 304	25	23 468	30 168
A	10 519	14 486	1 929	879	695	28 508	34	24 639	16 272
BBB	1 159	2	-	11	308	1 480	2	1 405	1 352
BB	530	-	-	-	1 379	1 909	2	1 956	2 054
B	10	-	-	-	2 242	2 252	2	1 928	1 674
CCC/D	-	-	-	-	500	500	1	395	441
Total	57 342	\$ 17 417	\$ 1 949	\$ 934	\$ 6 744	\$ 84 386	\$ 100 %	80 561	\$ 71 679

¹ Comprend les intérêts courus.

² Comprend les placements directs dans des titres de créance privée et des titres adossés à des actifs.

L'exposition au risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse est atténuée par l'utilisation de conventions-cadres de compensation et de garanties conformément aux conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA). L'Office conclut des conventions-cadres de compensation afin qu'en cas d'inexécution, tous les montants liés à la contrepartie en défaut soient réglés sur une base nette. Des annexes visant à confirmer la situation du crédit sont négociées avec certaines contreparties et exigent que des garanties, en espèces ou sous forme de titres à revenu fixe, soient fournies à l'Office lorsque la juste valeur positive du contrat dérivé excède certains seuils. Au 30 septembre 2013, les conventions-cadres de compensation et les garanties détenues ont contribué à réduire l'exposition au risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse, la faisant passer de 934 millions de dollars à 63 millions de dollars (de 791 millions de dollars à 28 millions de dollars au 31 mars 2013; de 915 millions de dollars à 181 millions de dollars au 30 septembre 2012).

De plus, l'Office est indirectement exposé au risque de crédit découlant des titres sous-jacents aux placements dans des fonds.

L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2013

(non audité)

c) *Risque de liquidité* : Le risque de liquidité est le risque de ne pouvoir produire suffisamment de liquidités ou d'équivalents en temps opportun et de façon efficiente pour respecter les engagements relatifs aux placements et aux passifs liés aux placements lorsqu'ils viennent à échéance. L'Office gère son exposition au risque de liquidité grâce à sa capacité à mobiliser des fonds au moyen de l'émission de papier commercial, de la vente de titres en vertu de conventions de rachat et de prélèvements sur des facilités de crédit non garanties (se reporter aux notes 3 et 4). L'Office a également la capacité de vendre rapidement certains placements négociés sur un marché actif. Ces placements comprennent un portefeuille de titres liquides tels que des actions cotées en Bourse, des titres du marché monétaire et des obligations négociables.

L'Office est également exposé au risque de liquidité découlant de sa responsabilité de prestataire de services de gestion de la trésorerie au RPC (se reporter à la note 6). Afin de gérer le risque de liquidité lié à ce programme de gestion des liquidités à court terme, certains actifs sont retirés du portefeuille et gérés séparément. Le risque de liquidité est également géré au moyen de l'investissement de ces actifs dans des instruments liquides du marché monétaire, principalement dans le but d'assurer que le RPC dispose des liquidités nécessaires pour respecter ses obligations de versements des prestations chaque jour ouvrable.

9. ENGAGEMENTS

L'Office a pris des engagements relatifs au financement de placements. De tels engagements sont généralement payables à vue en fonction du financement nécessaire aux fins du placement visé par les modalités de chaque entente. Au 30 septembre 2013, les engagements totalisaient 24,3 milliards de dollars (20,7 milliards de dollars au 31 mars 2013; 19,9 milliards de dollars au 30 septembre 2012).

Au 30 septembre 2013, l'Office avait pris des engagements de location et autres de 161,9 millions de dollars (197,0 millions de dollars au 31 mars 2013; 129,2 millions de dollars au 30 septembre 2012) qui seront payés au cours des 12 prochaines années.

10. GARANTIES ET INDEMNISATIONS

a) *Garanties*

Dans le cadre de certaines opérations de placement, l'Office s'est engagé auprès de ses contreparties à garantir, au 30 septembre 2013, un montant pouvant atteindre 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 mars 2013; 0,2 milliard de dollars au 30 septembre 2012) dans le cas où certaines filiales et d'autres entités ne respecteraient pas les modalités de l'emprunt et d'autres ententes connexes.

b) *Indemnisations*

L'Office fournit un engagement d'indemnisation à ses dirigeants, à ses administrateurs, à certaines autres personnes et, dans certains cas, à diverses contreparties et autres entités. L'Office peut être tenu d'indemniser ces parties pour les coûts engagés par suite de diverses éventualités, telles que des modifications législatives ou réglementaires et des poursuites. La nature conditionnelle de ces conventions d'indemnisation empêche l'Office de faire une estimation raisonnable des paiements potentiels maximaux qu'il pourrait être tenu d'effectuer. Jusqu'à présent, l'Office n'a pas reçu de demandes ni effectué de paiements d'indemnisation.